



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'AFRIQUE

Trente-deuxième session

Malabo (Guinée équatoriale), 11-14 avril 2022

**Déclaration du Président du Comité de la sécurité alimentaire mondiale
(CSA)**

Monsieur Qu Dongyu, Directeur général de la FAO,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Madame Josefa Sacko, Commissaire à l'agriculture, au développement rural, à l'économie bleue et à l'environnement durable de la Commission de l'Union africaine,

Mesdames et Messieurs les ambassadrices et ambassadeurs,

C'est avec plaisir que je m'adresse à vous aujourd'hui, dans cette cité de Malabo, dont le nom paraît à lui seul désigner la vision africaine d'un secteur agricole réalisant pleinement son potentiel de vecteur du développement socioéconomique du Continent.

Je remercie le gouvernement et le peuple de Guinée équatoriale – en la personne de Madame la Ministre – pour l'aimable hospitalité que nos hôtes nous ont réservée.

Monsieur le Directeur général de la FAO, je saisis cette occasion pour réitérer l'assurance de notre engagement total à travailler main dans la main avec la FAO et avec l'ensemble du système des Nations Unies, en vue d'atteindre l'objectif partagé d'une meilleure production, d'une meilleure nutrition, d'un meilleur environnement et de meilleures conditions de vie pour un monde libéré de la faim, de la malnutrition et de la pauvreté.

Les documents peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org.

Mesdames et Messieurs,

Ne prenons pas le fait de pouvoir nous réunir ici en personne comme allant de soi. La covid-19, qui avait rendu ces rencontres impossibles durant ces deux dernières années, a anéanti des vies et des moyens de subsistance. Dans son sillage, 161 millions de personnes se sont retrouvées en état d'insécurité alimentaire grave, faisant empirer une situation déjà précaire.

Nulle part nous n'avons vu les gouvernements réagir à la pandémie comme ils l'ont fait ici en Afrique, en obtenant une réduction considérable du nombre de décès. Je rends hommage à vous tous ici pour votre esprit d'initiative et le courage dont vous avez fait preuve, dans la limite de vos moyens, face à un défi aussi redoutable.

Malheureusement, alors que nous commençons à voir la lumière au bout du tunnel de la pandémie, nous voici à présent confrontés à une guerre insensée en Ukraine. Toutes les projections indiquent que le conflit aura des impacts systémiques négatifs sur l'alimentation: sa production, son offre, sa stabilité et son accessibilité en pâtiront.

Les plus pauvres et les plus vulnérables du monde seront les plus touchés par les conséquences de ce conflit, et celles-ci n'épargneront pas l'Afrique, car nos systèmes alimentaires sont interdépendants.

Ce conflit, et avec lui tous les autres conflits dans le monde, sont regrettables et évitables. Nous devons TOUS faire tout ce qui est en notre pouvoir pour réagir à ses conséquences immédiates, pour sécuriser les récoltes des petits exploitants agricoles et des agriculteurs familiaux et pour accélérer la transformation de nos systèmes agroalimentaires afin de les rendre plus résilients, plus durables et plus inclusifs.

Mesdames et Messieurs les Ministres, la riposte admirable de vos pays au covid-19 me convainc que l'Afrique fera preuve d'un leadership similaire face aux conséquences que ce conflit ne manquera pas d'entraîner pour l'approvisionnement alimentaire mondial.

Monsieur le Directeur général, Chers collègues, Mesdames et Messieurs,

L'Afrique, berceau de l'humanité, est le lieu de confluence de défis et de possibilités qui doivent être affrontés et exploités simultanément.

- L'Afrique est aujourd'hui la région où le nombre de personnes souffrant de faim et de malnutrition, soit 282 millions de personnes environ, n'est dépassé que dans la région d'Asie de l'Est.
- Le continent africain est l'une des régions les plus gravement touchées par le changement climatique.
- L'Afrique continue de connaître des conflits dans différents pays.

Mais d'autre part:

- Le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA), dont la coordination est assurée par l'Union africaine, offre ce qui est peut-être le plus coordonné des

plans de développement agricole continental tirant parti du potentiel de vos petits exploitants et PME.

- Il s'agit d'un élément pilier des efforts mondiaux visant à atteindre les ODD et qui anime votre vision audacieuse de l'Afrique à l'horizon 2063.
- Le modèle PDDAA est source d'inspiration pour des pays dans l'ensemble du monde.
- Il est encourageant de voir que vos pays se soumettent à un processus d'évaluation transparent dans le cadre de son examen biennal, comme celui que vous avez récemment mené à terme.
- L'Accord portant création de la zone de libre-échange continentale africaine (AfCFTA) offre aux pays africains une occasion exceptionnelle d'accroître leurs échanges commerciaux et d'augmenter leur prospérité.
- La jeunesse de la population du continent offre elle aussi des perspectives, en particulier dans le recours à des innovations inductrices de mutations pour l'agriculture du continent.

Je n'exagère pas si je dis que l'avenir de l'Afrique se trouve être la pierre angulaire de la sécurité alimentaire mondiale durable.

Mesdames et Messieurs les ambassadrices et ambassadeurs,

Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale a été créé en 1974 et réformé en 2009 afin de servir d'organe de gouvernance des Nations Unies pour l'alimentation, accueillant en son sein les gouvernements et les principales parties prenantes qui se réunissent pour coordonner les politiques mondiales par lesquelles il est proposé de s'attaquer aux causes systémiques et structurelles de la faim et de la malnutrition.

Depuis 2009, plus de 133 États membres des Nations Unies qui sont membres du Comité – parmi lesquels se trouvent la plupart de vos pays – ont utilisé, en collaboration avec d'autres parties prenantes, la plateforme du CSA pour adopter d'importants cadres politiques mondiaux mis à votre disposition comme outils pour appréhender la plupart des problématiques et aborder les perspectives que je viens d'indiquer.

Dans les prochaines minutes, j'aimerais vous faire part de certaines réflexions sur la manière dont les accords conclus par nos gouvernements au sein du CSA peuvent être utiles à la réalisation des quatre améliorations sur lesquelles s'articule le Cadre stratégique de la FAO dans vos pays.

Tout d'abord, sur la création d'un organisme se consacrant à l'amélioration de la production et de la nutrition

Les agriculteurs familiaux sont la pierre angulaire de la prospérité rurale; la cellule de base de systèmes agroalimentaires inclusifs et équitables fournissant une alimentation saine tout en réduisant la pauvreté dans le continuum rural-urbain; ils sont aussi les gardiens de chaînes de valeur plus résilientes et les intendants et gestionnaires, généralement durables, des ressources naturelles et des territoires. Sachant que la nourriture que nous consommons dans le monde provient à 80 pour cent de la petite agriculture familiale et de petites et moyennes entreprises (PME).

Pour leur venir en aide, je vous encourage à utiliser, entre autres, les Principes du CSA pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires (CFS RAI), les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres et les recommandations du CSA en matière de politiques relatives à l'établissement de liens entre les petits exploitants agricoles et les marchés.

La nutrition doit être au cœur de nos priorités. Je me félicite de constater à quel point nous avons intégré, en quelques années à peine, l'importance d'une nutrition adéquate dans les premières années de la vie de l'enfant.

Je prends acte de ce que nombre de vos gouvernements et la Commission de l'UA ont forgé des programmes et des politiques ambitieux à cet égard, en parfaite conformité avec les directives volontaires sur les systèmes alimentaires et la nutrition que nous avons adoptées au CSA l'année dernière.

Deuxièmement, sur les investissements dans la restauration des écosystèmes pour une transformation plus efficace, plus inclusive, plus résiliente et plus durable des systèmes agroalimentaires en Afrique

Les systèmes agroalimentaires durables et inclusifs sont ceux qui connaîtront la prospérité future. Ils procurent des emplois et des moyens de subsistance décents, mettent fin à la pauvreté rurale, préservent et restaurent les écosystèmes, la biodiversité, les sols et séquestrent le carbone. Ils doivent être placés au cœur de notre vision de la prospérité.

Les recommandations du CSA en matière de politiques relatives aux approches agroécologiques et d'autres approches innovantes que nous avons adoptées en juin 2021 peuvent fournir des orientations à vos pays et aux parties prenantes dans la recherche de la durabilité de l'agriculture et des systèmes alimentaires.

Les investisseurs et les consommateurs mondiaux recherchent de plus en plus des investissements responsables dans des systèmes alimentaires durables, conformément aux ODD. Le commerce offrira de plus en plus de perspectives aux systèmes agroalimentaires durables. Ceux-ci peuvent accroître la compétitivité à court et à long terme, la valeur ajoutée et la productivité des agriculteurs et des entreprises agroalimentaires africains, et faire jouer à plein les avantages que procurent la zone de libre-échange continentale africaine et les futurs accords de libre-échange de continent à continent.

Nous devons exploiter pleinement la dynamique née du sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et nous garder d'aborder les problèmes de manière isolée. Nous devons faire face à la crise alimentaire actuelle sans perdre de vue notre vision à long terme.

Les itinéraires nationaux esquissés par le Sommet offrent un moyen sûr pour atteindre l'ODD 2 et tous les autres ODD d'une manière intégrée qui prenne en compte toutes les problématiques pertinentes, y compris les régimes fonciers, les sols, la biodiversité, le climat, les paysages, la prospérité rurale, la justice sociale et la faculté d'agir des petits exploitants et des agriculteurs familiaux.

Guidés par les stratégies nationales relatives aux ODD, et intégrés aux engagements déterminés au niveau national et au programme national d'adaptation aux changements climatiques, vos itinéraires nationaux attireront des financements privés et publics en faveur du climat et du développement.

Troisièmement, sur la place des femmes, des jeunes et des pauvres au cœur des systèmes agroalimentaires inclusifs

Nulle part ailleurs le rôle des femmes et des jeunes dans les systèmes agroalimentaires n'est aussi capital qu'en Afrique. Ils remplissent les fonctions de petits exploitants et de producteurs, de travailleurs, de commerçants et de propriétaires de PME. Ils doivent acquérir une autonomie d'action afin de réaliser leur potentiel pleinement.

À cette fin, nos gouvernements négocient actuellement des Directives volontaires sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles ainsi que des recommandations de politique générale sur la promotion de la participation et de l'emploi des jeunes dans l'agriculture et les systèmes alimentaires, qui seront approuvées lors de la cinquantième session du CSA en octobre 2022.

J'encourage vos pays et toutes les parties prenantes à continuer de prendre part à ce processus et à faire de ces Directives et recommandations de politiques, une fois adoptées, des outils utiles et pertinents pour appréhender les questions de genre et celles de la jeunesse au niveau national.

Mesdames et Messieurs,

Les directives de politique générale du CSA que je viens d'évoquer sont vos ressources et vos outils de politiques, destinés à être adaptés et utilisés dans l'élaboration nationale de vos politiques, stratégies, législations, cadres réglementaires et modèles d'activité. Ces directives sont négociées et adoptées par un processus inclusif auquel sont conviés vos hauts fonctionnaires dans les capitales et vos représentants à Rome.

Le CSA est votre plateforme servant à articuler la réalité locale et nationale de vos pays aux efforts menés au plan mondial. C'est un espace qui vous permet de mettre vos efforts en commun, d'exposer vos progrès, de présenter vos itinéraires nationaux et les stratégies qui les sous-tendent, d'apprendre les uns des autres dans l'ensemble des régions et d'entrer en contact avec des partenaires techniques et des partenaires pourvoyeurs de ressources, ainsi qu'avec d'autres parties prenantes.

J'invite chaleureusement les pays de la région qui ne sont pas encore membres du CSA à y adhérer, afin de faire partie de cette famille. C'est une démarche simple et gratuite, qui revêt cependant une grande portée.

Pour conclure, permettez-moi de remercier une fois de plus le Directeur général de la FAO, M. Qu Dongyu, le Bureau régional de la FAO à Accra (Ghana), Madame Francisca Eneme Efua, Ministre de l'agriculture, de l'élevage, des forêts et de l'environnement de la République de Guinée équatoriale et vous, Mesdames et Messieurs les Ministres, pour votre soutien indéfectible et votre collaboration avec le CSA.

Je vous invite chaleureusement, Mesdames et Messieurs les Ministres, à vous joindre à vos homologues d'autres régions lors de l'assemblée plénière annuelle du CSA qui se tiendra en octobre prochain au Siège de la FAO, à Rome.

Merci à vous tous.